



Le Président

Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles

11 rue de La Baume 75008 PARIS - Tél. 01.53.83.47.47 - Fax 01.53.83.48.48

Paris, le 11 janvier 2012

**Monsieur Nicolas SARKOZY
Président de la République
Palais de l'Élysée
55 rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 PARIS**

Monsieur le Président,

Le 18 janvier prochain se tiendra, sous votre présidence, un sommet pour l'emploi.

A ce sommet, seront absents les représentants d'entreprises employant près du quart de la population active : l'agriculture qui représente 2,7 millions d'actifs, l'économie sociale et solidaire (associations, mutualité, coopératives) 2,3 millions d'actifs, les professions libérales 2 millions d'actifs, n'ont en effet pas été conviées.

Pour notre part, je tiens à vous remercier d'avoir accepté de nous recevoir.

En effet, à l'heure où la France traverse une crise lourde, il est impératif de mobiliser toutes les forces vives de notre pays.

Oui, toutes les forces doivent être réunies pour sortir de l'ornière, pour créer les conditions optimales de réussite.

Dès l'annonce de cette rencontre, la FNSEA a fait part de sa volonté de participer à ce sommet. Cette demande a été rejetée.

Rejetée car selon une loi de 2007, les réformes sociales doivent donner lieu à consultation des seules organisations représentatives et interprofessionnelles d'employeurs au niveau national.

Or, bien qu'aucune définition n'ait jamais indiqué ce qu'était une organisation interprofessionnelle, seuls le Medef, l'UPA et la CGPME peuvent se targuer de ce qualificatif.

Or, et c'est tout de même un paradoxe, la FNSEA est membre à part entière et à côté des autres organisations de salariés et d'employeurs :

- de la Commission nationale de la négociation collective qui a en charge l'examen des différentes conventions signées dans tous les secteurs d'activité ;

.../...

- du Conseil d'orientation pour l'emploi, lieu de débat entre les acteurs du marché du travail ;
- du Conseil national de l'emploi qui concourt à la définition des orientations stratégiques des politiques de l'emploi...

Comment justifier que seules 3 organisations d'employeurs soient représentées ? Nous attendons toujours des explications...

Les idées sont partout, elles ne se cantonnent pas dès lors qu'elles ont pour vocation la responsabilité et l'efficacité.

Pourtant il serait utile, Monsieur le Président, que vous puissiez entendre la voix des très petites entreprises, non délocalisables, qui tissent le territoire, qui l'animent, qui le font vivre. Ces entreprises sont au cœur de l'emploi dans nos campagnes. Et elles ont des propositions à émettre. La TVA emploi en est une.

Depuis plus de 15 ans, la FNSEA demande que cette réforme soit mise en œuvre. Il est urgent d'agir si nous ne voulons pas que l'agriculture et ses partenaires d'amont et d'aval subissent le même sort que des pans entiers de notre industrie. Nous proposons dans le cadre de cette réforme que des mesures en faveur du pouvoir d'achat des plus fragiles de nos concitoyens soient envisagées.

Sortons d'ailleurs du débat stérile « TVA = impôt injuste ». L'injustice, c'est de ne pas avoir un travail, un job, un boulot, une activité, ... c'est-à-dire un statut social et un avenir.

Ainsi, nous avancerons.

D'autres questions, notamment sur l'emploi partagé, sur la sécurisation des parcours professionnels auraient également méritées un débat. Nous ne pourrions pas les exprimer.

Il est temps que la France et les Français sortent des querelles de clocher pour travailler, toutes forces vives ensemble, à des solutions efficaces pour l'emploi.

Votre énergie et votre volonté ont fait leurs preuves sur des dossiers importants ; elles doivent aussi servir à rassembler sur l'emploi... autrement !

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'expression de ma très haute considération.

Xavier BEULIN